

Communiqué de presse

Hongkong, le 18 décembre 2005

Conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong

Les ONG suisses déçues et inquiètes

Après une semaine d'intenses négociations, les Etats-membres de l'OMC ont accepté une déclaration ministérielle qui présente peu d'avancée vers un authentique « cycle du développement ». Contrairement au conseiller fédéral Joseph Deiss, très satisfait du résultat, les ONG suisses présentes à Hongkong, Alliance Sud, la Déclaration de Berne et Pro Natura sont déçues et inquiètes pour la suite des négociations.

Le soi-disant « cycle du développement » lancé à Doha en 2001 avait pour but de corriger les manques et déséquilibres des accords existants de l'OMC, défavorables aux pays en développement. Aucun réel progrès n'a été réalisé dans ce sens. Après d'interminables débats, la date-butoir pour l'élimination des subventions à l'exportation, si dévastatrices pour les agricultures du Sud, a été repoussée de 2010 à 2013.

Les débats se sont focalisés sur des questions spécifiques comme le coton et le lancement d'un « paquet du développement » pour les pays les moins avancés (PMA). Là aussi, les résultats sont plutôt décevants : le problème des cotonniers africains, victimes des subventions domestiques américaines qui font chuter les prix, reste entier. En limitant l'accès libre de droits de douane et sans quota à 97% des produits des PMA, les pays industrialisés pourront continuer à se protéger contre des importations essentielles pour ces pays. En revanche, les pays industrialisés – dont la Suisse – se sont faites un cadeau en renforçant les dispositions vers une libéralisation accrue des biens industriels et des services, très dangereuse pour les économies des pays en développement pas toujours capables de résister à la concurrence des pays du Nord.

« Notre crainte que le round du développement a été remplacé par un round de l'accès au marché s'est confirmée ici à Hongkong », a déclaré Marianne Hochuli, de la Déclaration de Berne. « La preuve a été faite que l'OMC, par sa culture mercantile du donnant-donnant et sa perspective à court terme, est en réalité incapable de prendre sérieusement en compte les questions de développement », a ajouté Michel Egger, d'Alliance Sud. « Les préoccupations environnementales ainsi que les craintes de milliers de paysans et pêcheurs dans la rue ont été ignorées. Les libéralisations prévues menacent les bases de leur vie et les ressources naturelles », a estimé Sonja Ribli, de Pro Natura.

Les ONG suisses s'inquiètent par ailleurs de la suite du processus de Doha. La volonté de réaliser jusqu'au 30 avril ce qui n'a pas pu l'être depuis l'accord-cadre de juillet 2004 laisse présager le pire en matière de procédures inclusives, transparentes et démocratiques.

Informations complémentaires :

Michel Egger, Alliance Sud, Tél. +852 93 47 38 75, michel.egger@alliancesud.ch

Marianne Hochuli, Déclaration de Berne, Tél. +41 79 339 37 01, trade@evb.ch

Sonja Ribli, Pro Natura, +852 61 24 94 75, sonja.ribli@pronatura.ch